

Jean-Luc Mélenchon : une intoxication démocratique

Dans son champ de distorsion de la réalité, Jean-Luc Mélenchon a gagné les législatives du 7 juillet ; ses partenaires sont plus caniches que cheval-légers ; les Français ont voté en masse pour son programme de rupture ; seule sa candidate peut accéder à Matignon sauf à accréditer un « coup de force » du Président ; démontrer son incapacité à gouverner faute de majorité

revient à lui « voler la victoire ». Quant à l'auteur d'un tel « déni de démocratie », Emmanuel Macron, il ne mérite que la destitution par « une réplique populaire rapide et ferme »...

Face à la procrastination de l'Elysée, au suivisme de ses alliés et à l'attentisme des oppositions, le chef insoumis a réussi à imposer son narratif. Au mépris de toute vérité, mais qu'importe.

Chaque nouveau coup est prétexte à chantage, chaque bougé à surenchère, chaque excès à bordélisation. La France insoumise appelle maintenant à rejoindre la manifestation de syndicats étudiants, « contre l'autocratie ». Nous y voilà. Sa dérive sémantique ne vise qu'à rendre inéluctable la conflictualisation extrême recherchée par une gauche radicale pour qui la sou-

veraineté du supposé peuple s'exerce moins par les urnes que par l'insurrection citoyenne.

Censure, mobilisation, destitution. Sans complexe, l'insoumis Manuel Bompard a résumé la triple riposte inspirée de son petit guide révolutionnaire. Ni le chef de l'Etat, ni le bloc central, ni ce qui reste des gauches de gouvernement ne de-

vraient la prendre à la légère. Parce que ces mots installent un climat délétère. Parce que, dans la veine populiste, ils attisent les colères et désinhibent les violences. Parce qu'ils discréditent chaque jour un peu plus une République déjà fracturée. Il est temps d'en finir avec cette intoxication.

Rémi Godeau
@remigodeau

Chez les socialistes, la poutre travaille sous les coups de boutoir de LFI : plus question de censurer un gouvernement de gauche hors NFP par principe. La piste Bernard Cazeneuve subsiste

Au sommet du PS, l'unité se craquelle

Branle-bas de combat

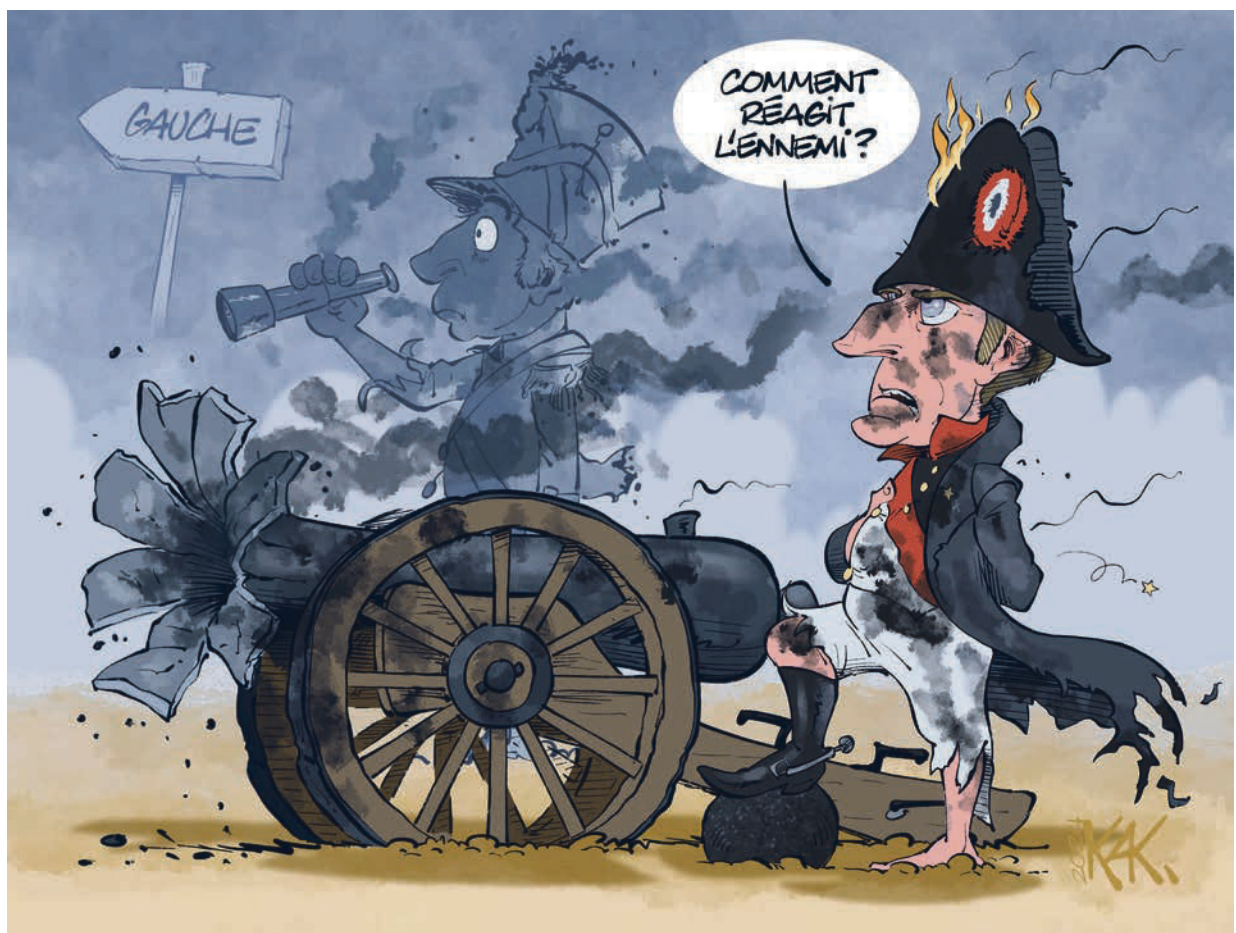
Ce mardi, en ouverture d'un second cycle de consultations, Emmanuel Macron a promis aux représentants du groupe Liot qu'un Premier ministre serait nommé d'ici à la fin de semaine. En conseil national du PS, les opposants d'Olivier Faure ont exigé « le retour à la table des discussions » avec le président de la République, « l'abandon du dogme du programme du NFP » et « le refus d'un vote d'une motion de censure par principe ».

Antoine Oberdorff

« LE PARTI SOCIALISTE est au bord de la rupture » : voilà le genre d'alertes immédiatement enregistrées du côté de l'Elysée qui s'accroche à l'espoir de fracturer le NFP. Elle a été lancée par Hélène Geoffroy, cheffe de file de l'un des deux principaux courants d'opposition du PS à Olivier Faure, lors d'un conseil national particulièrement houleux, mardi midi.

L'objet du tumulte ? L'alignement sur les méthodes contestataires de LFI. Comme souvent. Après la décision prévisible d'Emmanuel Macron de congédier

Lucie Castets au nom de la « stabilité institutionnelle », les bataillons du Nouveau Front populaire se sont retrouvés, de facto, unis derrière le triptyque imposé par Jean-Luc Mélenchon : « censure, mobilisation, destitution ». A quoi bon se montrer respectueux des institutions si son principal garant, Emmanuel Macron, n'en respecte pas les usages ? Autant « abattre la citadelle », comme l'a toujours prescrit la garde rouge de LFI. La radicalité semble contagieuse. A son tour, l'écologiste Marine Tondelier re-



KAK

prend les mots de Léon Gambetta régulièrement cités par l'insoumis en chef : « Il faudra se soumettre ou se démettre ».

« Coup de force ». « Ce que l'on n'a pas obtenu par les urnes, nous allons l'obtenir peut-être par le rapport de force », se dit aussi le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel. Un virage trumpiste a été pris par ce « méprisant de la République », dit le taulier com-

muniste, qui met en garde sur les conséquences observées outre-Atlantique avec la prise du Capitole. Plus mesurée quant à l'utilisation du terme de « coup d'Etat », Lucie Castets promet de rester « mobilisée pour incarner l'union de la gauche » et appelle « les gens » à faire de même.

Un parfum de crise de régime flotte dans l'air ce mardi matin, au risque pour les derniers tenants de la gauche de gouvernement d'être apparentés à des

factieux. LFI a prévu d'ouvrir les hostilités samedi 7 septembre en s'associant à l'appel des organisations de jeunesse, l'Union étudiante et l'Union syndicale lycéenne. Autant dire un cortège « contre le coup de force d'Emmanuel Macron » prévu sur mesure pour (et par) LFI.

La suite devrait donc se passer dans la rue, puisque les quatre dirigeants de la coalition ont fait savoir, dès lundi soir, ●●● Pages 2 et 3

Dix grandes entreprises s'engagent pour la carrière des ex-militaires

Reconversion

« HOULA, C'EST QUELQU'UN qui va être disponible et qui va jouer aux indiens le week-end... » Voilà l'image des militaires réservistes auprès de leur employeur, selon les mots du chef d'état-major des armées Thierry Burkhard. L'expression fait sourire le parterre de patrons à qui il s'adresse lors de LaREF, l'université d'été du Medef, ce mardi midi.

Si le général reconnaît que des progrès ont été faits pour combattre ce cliché à la peau dure, il en reste encore à réaliser. L'ajout des signatures de dix

grands groupes français au manifeste « ProMilès » permettra-t-il de franchir un nouveau cap en ce sens ? AXA, Dassault Aviation, Eiffage, Schneider Electric, la Société générale ou encore

Thales ont toutes émarginé ce texte mis au point voilà deux ans par le Medef et le ministère des Armées dans le but de réduire le fossé entre les entreprises françaises et le monde militaire.

L'école face au défi du handicap



SIPA PRESS

Confrontés aux attentes toujours plus fortes des familles, les enseignants s'estiment souvent démunis, voire incompetents. La hausse du nombre d'élèves concernés en cette rentrée s'explique notamment par davantage de troubles détectés, a relevé mardi Nicole Belloubet, la ministre de l'Education, en conférence de presse.

Page 4

Au Royaume-Uni, Keir Starmer pointe l'héritage des Tories

Le Premier ministre travailliste a préparé mardi les Britanniques aux décisions budgétaires « douloureuses » à venir

Page 6

Rwanda : Kagamé, en croisade contre les Eglises de réveil

Depuis le 29 juillet, plus de 5600 lieux de culte ont été fermés, officiellement pour des raisons de sécurité

Page 7

Les poupées russes de l'affaire Pavel Durov

Des avocats français spécialistes du numérique s'étonnent de l'arrestation du patron de la messagerie Telegram

Page 5

Au sommet du PS, l'unité se craquelle

●●● *Suite de la page 1*

qu'ils boycotteraient dorénavant tout nouveau cycle de consultation à l'Elysée qui ne porterait pas sur la nomination de leur favorite pour Matignon. « Emmanuel Macron est bien dans le casse-noix, se félicite le député LFI de Haute-Garonne Hadrien Clouet. On a bien réussi à garder la main tout du long. La destitution, ce n'est pas un coup tactique en chambre. En l'absence de Premier ministre, c'est lui le fusible ».

Si les insoumis brandissent la menace d'une destitution au titre de l'article 68 de la Constitution, celle-ci n'a aucune chance d'être adoptée à la majorité des deux tiers du Parlement. Le clan Mélenchon y voit pourtant « un débouché légal à la colère populaire ». Et une formidable occasion de faire turbuler l'écosystème socialiste.

Projetés dans l'engrenage du chaos insoumis, les porte-parole des roses freinent. A la mi-journée, le secrétaire général du PS, Pierre Juvet, confirme que la manifestation du 7 septembre n'est rien de plus qu'une énième initiative unilatérale de LFI. D'accord pour une rentrée sociale concertée avec les partenaires sociaux, mais pas des manifestations sauvages. Trop tard.

Ce stratège mélenchoniste s'amuse de voir ses frères ennemis tétanisés par leurs conciliabules internes. « A chaque fois, ils ont un train de retard. Quand Jean-Luc Mélenchon dit "soutien sans participation", ils avaient l'après-midi devant eux pour constituer une équipe gouvernementale qui ait de la gueule. Au lieu de cela, ils ont salué notre geste. Ils ne jouent même pas du tout la carte Ruffin, ils le laissent mourir à petits feux à Flixecourt ».

« **Agitation stérile** ». C'en est trop pour l'aile social-démocrate du PS. Même le secrétaire national du PS Sébastien Vincini, pourtant proche d'Olivier Faure, a confié à La Dépêche du Midi sa volonté de « rompre avec Jean-Luc Mélenchon et son entourage », préférant « la force tranquille à l'agitation stérile ». « Je n'ai aucune leçon de gauche à recevoir de LFI. Je ne me laisserai pas intimider par leur terrorisme intellectuel », a cinglé la maire de Vaulx-en-Velin, Hélène Geoffroy, lors de son intervention en conseil national. Celle-ci invite à « chercher encore des solutions pour un Premier ministre socialiste », voire « social-démocrate », en revenant à la table des discussions avec le chef de l'Etat.

Une position partagée par le maire de Rouen, Nicolas Mayer-Rossignol, l'autre fer de lance de l'opposition à Olivier Faure. Leurs courants, qui représentent à eux deux plus de la moitié des adhérents du parti, envisagent ouvertement l'après-Castets. « Faire croire que l'on est majoritaire et que l'on peut appliquer le programme du NFP, c'est se moquer du monde [...] Si Olivier Faure ne bouge pas sur la durée, on va vers une scission », prévient un cadre anti-Faure.

C'est sur la notion même de compromis que les discussions achoppent une fois de plus. « A quel moment avons-nous voté la retraite à 60 ans



SIPA PRESS

Les représentants du NFP avaient été reçus à l'Elysée, vendredi 23 août, pour le lancement des consultations avec le Président face à la crise politique.

(pas dans la campagne d'Anne Hidalgo), à quel moment avons-nous voté la rupture avec l'Europe (pas dans la campagne de Raphaël Glucksmann), à quel moment avons-nous voté la doxa économique de l'extrême gauche qui va accélérer les difficultés de notre outil de production et donc aggraver le chômage ? A quel moment avons-nous renoncé à la question de la sécurité ? », a encore interpellé Hélène Geoffroy.

Plus tôt dans la matinée, lors d'une réunion du groupe à l'Assemblée nationale, les 66 députés PS ont acté qu'ils censureraient tout Premier ministre qui s'inscrirait dans la continuité de la ligne politique d'Emmanuel Macron. Y compris s'il s'agissait d'un gouvernement dit « technique » dirigé par l'ancien premier président de la Cour des comptes Didier Migaud ou l'actuel directeur général de la Caisse des dépôts, Eric Lombard.

Mais il n'est plus question de censurer un gouvernement de gauche hors-NFP par principe. « Cela ouvre la voie à une option de gauche hors-NFP, donc autre que Lucie Castets, et relance l'hypothèse Bernard Cazeneuve », souligne un participant à la réunion. S'il cultive la discrétion, l'ex-Premier ministre de François Hollande (2016-2017) a entamé depuis quelques jours une série de déjeuners avec des députés PS.

Un apparatchik du PS y voit même un potentiel intérêt stratégique pour Olivier Faure : « Avec ses airs de jésuite républicain, Cazeneuve sait qu'il pourrait être l'homme de la situation, mais la tambouille interne d'un Premier secrétaire lui file des boutons. Il pourrait donc passer un gentlemen's agreement avec Faure et lui sauver son prochain Congrès ». Ne jamais sous-estimer l'imagination socialiste en matière de combine. La clé de la clarification tant espérée par le chef de l'Etat se trouve peut-être chez les Solfériniens. @A_Oberdorff

Le Président dans le déni ou LFI dans l'intox ?

LUNDI 26 AOÛT, UN COMMUNIQUÉ de l'Elysée annonce que le chef de l'Etat ne nommera pas Lucie Castets à Matignon. Dans les heures qui suivent, une pluie d'acier s'abat sur Emmanuel Macron accusé de « dérive illibérale » par Marine Tondelier, de « déni de démocratie » par Lucie Castets, de « parodie de démocratie » par Olivier Faure, de « coup de force démocratique » par Manuel Bompard. Emmanuel Macron a-t-il tordu les institutions à son profit ? L'Opinion a consulté des experts de la Constitution. Sondage non exhaustif, mais indicatif : le Président respecte la Constitution, estiment-ils, chacun apportant des nuances à ce jugement global.

Trois sujets font l'objet du courroux des partis de gauche. Le premier est le refus de nommer Lucie Castets. « Le NFP a réussi un coup de force cognitif, une espèce d'intoxication collective, pour faire croire en la légitimité de sa prétention, au mépris des évidences, estime Denys de Béchillon, professeur à l'université de Pau, il n'a aucune majorité. Arriver en premier ne lui donne aucun droit, d'autant que le vote NFP est sans doute plus un vote de barrage au RN que d'adhésion au projet. »

« Au tout début, Emmanuel Macron aurait peut-être pu être tenté d'accepter un gouvernement NFP, poursuit-il, et espérer qu'il tombe très vite, ce qui lui aurait permis de passer à autre chose. Mais c'eut été très dangereux. De nombreuses mesures critiques, également voulues par le RN, auraient pu être adoptées. Il a préféré prendre le temps de rechercher un Premier ministre susceptible de n'être pas facilement renversé. Et sa latitude est totale. »

Le constitutionnaliste Benjamin Morel, lui aussi, estime que l'argument « on est arrivés en tête » ne tient pas la route. « Une telle obligation de nomination ne figure dans aucun texte, dit-il. De 2022 à 2024, il y a eu des gouvernements minoritaires (Borne puis Attal). Ils ont pu exister, car ils n'avaient ni majorité pour, ni majorité contre. Dans le cas présent, on a une coalition arrivée en tête, mais avec une majorité pour s'opposer à elle. »

Urticant. Jean-Jacques Urvoas, professeur de droit public à l'université de Bretagne occidentale, conteste cette analyse : « Le chef de l'Etat aurait dû nommer Lucie Castets, elle aurait été renversée, il aurait pu alors désigner un candidat de droite comme Xavier Bertrand. Lui aussi aurait été censuré. Ce qui lui aurait donné les mains libres pour passer à une troisième étape plus durable. Il n'a pas fait ce

choix, affirmant que la candidate aurait subi une motion de censure. Mais qu'en sait-il ? »

Ce qu'il en a appris les 23 et 26 août en consultant les partis politiques dans le salon vert de l'Elysée : qu'un gouvernement Nouveau Front populaire serait immédiatement censuré par 350 députés.

C'est un deuxième sujet d'irritation pour les responsables du NFP. Ils dénoncent un Président omnipotent qui se substitue à l'Assemblée nationale. « Demander aux partis de prendre position sur une motion de censure n'est pas contraire à la Constitution, affirme Benjamin Morel, pour nommer un Premier ministre, le Président doit faire le tour des partis. Le problème est d'ordre politique : il s'agit d'un Président qui a un bilan à défendre et cela n'aide pas à résoudre la crise, car il est identifié à sa politique. »

« **Illibéral** ». Troisième urticant : la durée de la période d'expédition des affaires courantes. Elle a commencé le 17 juillet. « Georges Pompidou, Premier ministre, gère les affaires courantes durant six mois en 1962 après avoir été renversé par une motion de censure, rappelle Jean-Jacques Urvoas. Que Nicole Belloubet s'occupe de la rentrée scolaire me paraît normal. »

Jusqu'où ? « Tout ce que fait Emmanuel Macron est conforme à la Constitution, affirme Benjamin Morel. Mais elle comporte des failles qui sont révélées ici et que d'autres demain pourraient exploiter en se réclamant de ces précédents : personne n'a imaginé un cas où le Président ne nommerait pas de Premier ministre. Et donc la durée de vie d'un gouvernement démissionnaire. On pourrait imaginer qu'un chef de l'Etat illibéral nomme un gouvernement minoritaire, qu'il soit renversé, mais reste en place pour expédier les affaires courantes sans limite dans le temps. »

Le Parlement pourrait riposter en faisant jouer l'article 68 de la Constitution. Il permet de destituer un chef de l'Etat en cas de « manquement à ses devoirs ». Le 26 août, LFI a annoncé qu'une motion de destitution sera présentée par ses députés au bureau de l'Assemblée. Elle a peu de chances d'être votée. « S'il n'était pas du tout en quête d'un Premier ministre, la pression de l'article 68 pourrait commencer à prendre un peu de sens, estime Denys de Béchillon. Mais les consultations auxquelles il procède font que l'argument tombe. Il vaut mieux quand même que cela ne prenne pas des semaines. »

Corinne Lhaïk @clhaik

Emmanuel Macron ou l'optimiste forcené de l'Elysée

EMMANUEL MACRON EST BIEN le dernier à y croire. A penser que tout cela va forcément rentrer dans l'ordre. D'ailleurs, son plan se déroule jusqu'à présent sans accroc. Il vient de refermer la porte de Matignon au nez du Nouveau Front populaire. Quelques signaux faibles en provenance du PS indiquent que certains socialistes seraient prêts à rompre avec les insoumis. Et pour peu que ses priorités soient prises en compte, la droite est prête à se montrer conciliante. La crise politique née de la dissolution n'est pas sans issue. Alors Emmanuel Macron y croit, autant par nécessité que par nature.

« Je suis un éternel optimiste », assurait le président de la République dans un récent entretien au quotidien sportif *L'Equipe*. Après tout, il s'est souvent tiré d'affaire. Au regard

Il doit chercher ailleurs, en se livrant à son exercice préféré : mettre tout le monde sous pression. C'est ce côté manager toxique que certains lui reprochent jusque dans son propre camp

des turbulences qu'il traverse, c'est même d'un optimisme forcené, voire radicalisé, dont il doit faire preuve pour espérer se tirer

d'affaire. S'il ne parvient pas à dénouer la crise politique née de la dissolution, ses adversaires évoquent déjà sa démission. Pour la forme, les insoumis s'apprentent à déposer une motion de destitution. Le tableau qu'ils dépeignent du paysage politique est cataclysmique. « Coup de force institutionnel », crient les uns. « Déni de démocratie », s'étranglent les autres. « Coup d'Etat », osent même certains. « En leur temps, le général de Gaulle et François Mitterrand ont eux aussi connu de violents mouvements d'opinion, rappelle un compagnon de route du président. Et à la fin, l'Histoire leur a donné raison ». Le chef de l'Etat n'en est pas là. Pour l'heure, il faut sortir de la crise. Et lorsqu'il pose le constat à plat, tout paraît plus calme.

Gentleman agreement. Emmanuel Macron s'est livré à l'exercice lundi à l'issue de ses consultations avec les forces politiques de l'Assemblée nationale. Le Nouveau Front populaire peut bien revendiquer Matignon sur tous les tons, un problème demeure : « Un tel gouvernement disposerait immédiatement d'une majorité de plus de 350 députés contre lui, l'empêchant de fait d'agir », observe le chef de l'Etat. Il lui faut donc chercher ailleurs. En se livrant à son exercice préféré : mettre tout le monde sous pression. C'est ce côté manager toxique que certains lui reprochent jusque dans son propre camp. « Emmanuel Macron est un optimiste indéfectible, confie l'un de ceux qui a longtemps côtoyé le président. Il a une audace insupportable qui bouscule beaucoup de monde. Cela peut être éreintant et exaspérant mais au bout du compte, ça nous



SIPA PRESS

« Quand on a des objectifs communs, quand on travaille ensemble, rien n'est insurmontable », avait plaidé le **chef de l'Etat** à l'issue des Jeux olympiques.

tire tous vers le haut. Il fait avancer les gens contre eux-mêmes ». Parfois ça marche.

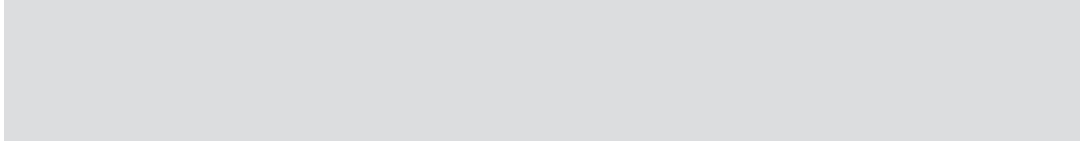
Dernier exemple en date, les Jeux olympiques et l'obstination du président à tenir la cérémonie d'ouverture sur la Seine, malgré les risques encourus. « Ne me dites pas que ce n'est pas possible, expliquez-moi comment faire pour que ça le soit », demande-t-il alors à tous ceux qui l'alertent sur la dangerosité de la cérémonie. La pression est forte. Lorsqu'elle le

devient trop, Emmanuel Macron fait mine de lâcher du lest. Un vague « plan B » de repli en cas de menace terroriste avérée. Mais tout se passe bien. Si bien qu'il peut se réjouir : « A la fin, on a réussi, on l'a fait ! »

Si c'est possible pour les JO, pas de raison que ça ne le soit pas pour l'Assemblée. C'est l'idée. Il suffit juste de « mettre plus de pression dans le tube », selon l'expression qu'Emmanuel Macron utilise souvent. En l'occurrence, un appel lancé à « l'ensemble des responsables politiques à se hisser à la hauteur du moment en faisant preuve d'esprit de responsabilité ». Selon la description qu'en dresse le chef de l'Etat, la majorité relative serait composée d'un bloc central allant de la majorité présidentielle sortante au groupe Liot en passant par les Radicaux et l'UDI. Une main tendue aux socialistes, aux écologistes et aux communistes pour qu'ils acceptent, sinon de participer à l'attelage, au moins de ne pas le censurer trop vite. Même gentleman agreement proposé à la Droite Républicaine.

Charge ensuite au Premier ministre que le chef de l'Etat nommera de bâtir un programme et de constituer un gouvernement qui tienne compte de l'ensemble des contraintes à respecter. Plus que de détermination, c'est bien d'optimisme qu'il s'agit. « Quand on a des objectifs communs, quand on travaille ensemble, rien n'est insurmontable », plaide le chef de l'Etat. C'est le dépassement politique à l'épreuve du retour des clivages. Emmanuel Macron joue aussi son identité politique dans la crise qu'il a provoquée.

François-Xavier Bourmaud @fxbourmaud



Matignon: les planqués de l'ex-majorité

DANS LA QUÊTE d'un nouveau gouvernement, l'implication du bloc central est à l'image de la sortie de ses représentants, vendredi, du déjeuner organisé à l'Elysée: dispersée et fuyante. Un cadre Renaissance résume l'inconfort de leur situation: conscients d'avoir perdu les élections, les partenaires de l'ex-majorité sont guidés par « l'humilité », ne prétendent « ni vouloir Matignon, ni avoir la main sur les tractations », mais veulent tout de même « participer à un gouvernement ». Dedans, mais pas trop.

Résultat, les pontes de l'ex-majorité se font discrets. De toute façon, Gabriel Attal, Edouard Philippe et François Bayrou ne partagent pas les mêmes analyses. Le premier rédige à ses troupes des comptes rendus de ses échanges avec le chef de l'Etat, insiste sur le fait que son successeur ne doit pas venir de leur camp mais se garde de toute intervention publique. Le deuxième « consulte », selon ses proches, et plaide pour un « socle de textes » avant toute nomination. Le troisième, lui, décrit partout le portrait-robot du futur chef de gouvernement. Un portrait qui ressemble, selon des macronistes moqueurs, « terriblement à celui qui le dresse ».

Inaudibles. Quant à la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, elle veut respecter « la séparation des pouvoirs ». Lundi, elle a fait part de ses conseils à Emmanuel Macron: une personnalité hors camp politique, neutre, « plutôt de gauche » et expérimentée. Pour le reste, l'élue se concentre sur sa rentrée. Elle rencontrera prochainement les chefs de tous les groupes - LFI et RN inclus - pour évoquer le « mode de fonctionnement » du Palais Bourbon dans un hémicycle encore plus morcelé que le précédent.

Conclusion, « nous avons un gros problème d'incarnation médiatique. Personne n'y va et nous sommes inaudibles », résume le cadre cité plus haut. Le bloc central voit le récit lui échapper. Jusqu'ici, l'obsession était d'écarter la possibilité de Lucie Castets à Matignon. A entendre les macronistes, l'imaginer signer un décret augmentant le smic à 1600 euros frôlait le cauchemar.

La manière dont Emmanuel Macron est parvenu à évincer ce scénario en laisse toutefois certains sceptiques. Le « coup » de Jean-Luc Mélenchon - évoquant samedi la possibilité d'un gouvernement sans ministres LFI - est

unanimement reconnu. Les membres de l'ancienne majorité s'en sont retrouvés piégés. Contraints de cibler, aussi, le programme de la gauche pour s'y opposer.

« Il faut faire attention à ce que l'on dit aux Français. Ils ont majoritairement voté contre le Rassemblement national mais aussi un peu plus pour le NFP. Le problème de la gauche, c'est d'être en capacité de constituer une majorité, et rien d'autre », déplore une cadre du

S'ils assurent avoir des échanges informels, notamment avec le PS, les macronistes estiment que tout se décidera à l'Elysée. L'urgence est désormais à la désignation d'une personnalité

Modem. « Au NFP, ils sont 190 sans aucune possibilité d'élargissement, et pourtant c'est nous qui sommes accusés de déni de démocratie », alerte également un élu EPR.

Sur X, l'ancien macroniste Sacha Houlié avait également ouvert la voie en estimant que la proposition de Jean-Luc Mélenchon d'un gouvernement sans LFI « débloquent » en partie la situation. Peu de ses anciens collègues lui ont emboîté le pas. « On est tous censés faire des efforts. Si on se renvoie constamment nos lignes rouges, on n'y arrivera jamais », regrette le député (Ensemble pour la République) Eric Bothorel.

Les macronistes se contentent de constater l'impasse. S'ils assurent avoir des échanges informels, notamment avec le PS, ils estiment que tout se décidera à l'Elysée. L'urgence est désormais à la désignation d'une personnalité. A mesure que la trêve estivale touche à sa fin, l'impatience risque de gagner les Français. Et, avec elle, « le procès en atteinte à la démocratie », de plus en plus redouté au sein du camp présidentiel.

Dinah Cohen
@DinahCohen

Les syndicats prêts à embrayer dans la rue

L'ÉTÉ A ÉTÉ particulièrement calme. C'est l'avantage du brouillard politique qui plane: en l'absence de nouveau gouvernement, les leaders syndicaux n'ont pas eu grand-chose à faire, si ce n'est profiter du temps libre. Mais les vacances prennent doucement fin, et les chefs des centrales regagnent peu à peu la capitale cette semaine. Les téléphones sonnent de nouveau. Les affaires reprennent.

Dès dimanche, une nouvelle fait irruption dans les médias: Sophie Binet annonce à *La Vie ouvrière*, la revue des militants cégétistes, une « mobilisation » sociale pour « fin septembre, début octobre ». Mais ne cherchez pas cet entretien, il a été retiré. La centrale de Montreuil indique une « erreur ». Le comité confédéral national, le parlement de la CGT, est censé voter entre-temps, le 28 août, cette mobilisation et ses contours: la date, les mots d'ordre, les « modalités »... L'article sera donc republié jeudi.

Coup de pression. Selon nos informations, la semaine dernière, la CGT, Solidaires et FSU se sont fixés le 1^{er} octobre comme date idéale. Soit le jour où le projet de loi de finances, qui fixe le budget, doit, au plus tard, être déposé à l'Assemblée nationale. Ce n'est bien sûr pas un hasard, mais une façon de valoriser les mots d'ordre dont ils ont convenu: abrogation de la réforme des retraites, augmentation du smic et des salaires, renforcement des services publics. Le 1^{er} octobre tombe un mardi. La mobilisation tomberait donc en pleine semaine, les trois syndicats comptant appeler à la grève. Si ces modalités étaient déjà discutées début août, le rejet par Emmanuel Macron de

l'option NFP à Matignon annoncé lundi soir ne fait qu'alimenter la détermination des syndicalistes. « Ça nous confirme que seule la mobilisation de la rue peut faire avancer les choses », assène Julie Ferrua, co-déléguée générale de Solidaires.

« Le communiqué de l'Elysée est très mal vécu par les militants, abonde Benoît Teste de la FSU. Nous discutons des modalités d'actions. Nous continuons à penser que notre rôle est surtout de construire une mobilisation d'ampleur au moment du budget, mais bien sûr nous ne pouvons pas ne pas réagir syndicalement. »

Que décideront les autres maisons? « Je ne suis pas sûre que tous les syndicats y soient, mais ce n'est pas un drame », avait ajouté la cheffe de file cégétiste au journal interne de la centrale, comme l'ont rapporté plusieurs médias. Ce n'est pas faute de tenter de les convaincre. Ni de mettre un petit coup de pression en annonçant cette mobilisation avant la réunion de rentrée de l'intersyndicale, prévue mais pas encore programmée.

Malgré cela, certains syndicats se tiennent résolument à l'écart. C'est le cas de la CFE-CGC: « On ne sera pas parties prenantes à un appel à un mouvement général et attrape-tout », affirme François Hommeril, son président. Nul ne s'attend non plus à ce que la CFDT débraye ou manifeste. Le choix de Force ouvrière reste, lui, à confirmer. Ces décisions devront être tranchées au sein des instances décisionnelles syndicales dans les prochains jours.

Sarah Spitz
@sarah_spritz

Tribune Sauver la France de l'extrême centre



Par Aurélien Caron, secrétaire général de l'Institut La France Demain, le think tank de la Droite républicaine

« **R**écuser le partage entre droite et gauche, c'est encore s'y inscrire, fût-ce dans la perspective de son dépassement. En annonçant son déperissement, on s'y enfonce » écrivait Marcel Gauchet au chapitre « La droite et la gauche » de l'ouvrage collectif *Les lieux de mémoire* (1992). Pour l'historien, la centralité obsédante du clivage entre la droite et la gauche n'est pas le fruit du hasard mais de l'histoire de France et de la nécessité, pour le bon fonctionnement du suffrage universel, d'une « simplification extrême des options offertes aux citoyens ».

Historiquement, ce sont les forces politiques extrémistes, et en particulier l'extrême droite, qui ont réfuté cette division entre la droite et la gauche qui remonte à la Révolution. On identifie l'apparition du mot d'ordre « ni droite ni gauche » en 1927 dans l'ouvrage de Georges Valois intitulé *Le Fascisme*. Jean-Marie Le Pen utilisait régulièrement dans les années 2000 le néologisme « UMPS » pour renvoyer dos à dos la gauche et la droite. Pourtant, c'est Emmanuel Macron qui a repris ce slogan dans son livre *Révolution* (2016) en proposant un nouveau clivage politique, celui des « passésistes » contre les « progressistes », des « extrêmes » contre les « modérés », des arriérés contre le camp de la raison.

Paralysie. Le macronisme porte la lourde responsabilité d'une montée des extrêmes sans précédent dans la France de l'après-guerre. En 2017, Emmanuel Macron avait promis qu'il ferait tout pour qu'il n'y ait « plus aucune raison de voter pour les extrêmes ». Sept ans plus tard, c'est un échec. La raison en est simple, le macronisme incarne lui-même une forme d'extrémisme politique, celui de l'extrême centre décrit par l'historien

«Cet opportunisme permanent et les nombreux débauchages individuels depuis 2017 nourrissent la rhétorique du “tous pourris” qui alimente le vote protestataire»

Pierre Serna dans son ouvrage *L'extrême centre ou le poison français* (1789-2019) (2019), terreau fertile pour l'extrême droite et pour l'extrême gauche.

Cet extrémisme centriste possède plusieurs caractéristiques. D'abord, le girouettisme politique décomplexé de ses représentants qui n'ont aucune difficulté à tourner casaque à de multiples reprises sous couvert de défense de l'intérêt général. Cet opportunisme permanent et les nombreux débauchages individuels depuis 2017 nourrissent la rhétorique du « tous pourris »



L'alternance consécutive à l'usure du pouvoir est la règle la plus universelle dans une démocratie, rappelle Aurélien Caron.

qui alimente le vote protestataire. Ensuite, sa volonté d'hégémonie totale sur la droite et sur la gauche pour organiser son face-à-face avec les seuls extrêmes qui sont, en réalité, la garantie de son maintien aux affaires.

L'alternance consécutive à l'usure du pouvoir est la règle la plus universelle dans une démocratie. Les Français ont ainsi remercié une personnalité aussi exceptionnelle que celle du général de Gaulle lors du référendum du 27 avril 1969. Par conséquent, en organisant méthodiquement depuis 2017 son tête-à-tête avec l'extrême droite et l'extrême gauche, il est inévitable que le macronisme aboutisse à moyen terme à l'arrivée aux responsabilités de partis extrémistes.

Alors que notre pays connaît un blocage politique sans précédent depuis 1958 et que l'extrême centre aura réussi l'exploit de donner à notre V^e République un caractère d'instabilité, de paralysie et d'impuissance digne de la IV^e, que faire?

Un gouvernement « d'union nationale » allant de la gauche républicaine (à l'exclusion de La France insoumise) à la droite républicaine (Les Républicains ayant refusé toute compromission avec le Rassemblement national) irait dans le sens d'une hégémonie complète de l'extrême centre sur les partis de

« Si une équipe d'organisation d'un grand événement sportif peut être transpartisane, ce n'est pas le cas d'un gouvernement qui a pour mission de trancher les nœuds gordiens auxquels notre pays fait face »

gouvernement et réaliserait son rêve ultime de réunir la droite et la gauche sous une même bannière centriste. Cette option renforcerait les extrêmes qui seraient, encore davantage à l'avenir, les seules forces d'alternance possibles. Elle n'aurait idéologiquement aucun sens tant les programmes entre les membres de la coalition gouvernementale diffèrent. Ce consensus mou aurait pour conséquence le nivellement de tous dans un magma politique informe.

Clivage. Le succès populaire des Jeux olympiques s'explique précisément par le fait qu'ils n'ont rien à voir avec la politique partisane. Il n'est pas transposable. Si une équipe d'organisation d'un grand événement sportif peut être transpartisane, ce n'est pas le cas d'un gouvernement qui a pour mission de trancher les nœuds gordiens auxquels notre pays fait face sur les questions de dette publique, d'immigration ou de fiscalité, ce qui implique un minimum de cohésion et de cohérence idéologique. Le grand succès populaire de la Coupe du monde de football en 1998 n'a pas empêché Jean-Marie Le Pen d'accéder au second tour de l'élection présidentielle quatre ans plus tard. Et si des gouvernements dépassant largement les clivages partisans ont existé dans notre histoire, c'était au temps de « l'Union sacrée » pendant la Première guerre mondiale ou à la Libération sous l'autorité du général de Gaulle.

L'autre solution consiste à contraindre le macronisme à sortir de l'extrême centre et à, enfin, choisir son camp en réintroduisant le clivage idéologique entre la droite et la gauche, indispensable pour retrouver une vie démocratique équilibrée et préservée des extrêmes, quels qu'ils soient. Elle passe par une configuration qui existe dans d'autres démocraties européennes, celle d'un gouvernement minoritaire, résultat de cette dissolution de l'Assemblée nationale, avec des majorités d'idées, texte par texte, sur le modèle du pacte législatif proposé par la droite républicaine.

Il est également indispensable que des forces politiques qui n'appartiennent pas aux extrêmes soient en capacité, à l'avenir, d'incarner une alternance crédible au macronisme, ce qui implique leur absence de participation au prochain gouvernement, à l'image du Rassemblement du Peuple Français (RPF), la formation politique du général de Gaulle, qui a toujours refusé de participer à des gouvernements sous la IV^e République pour être en capacité, le moment venu, de représenter une alternative pour les Français.

Il ne nous faut pas perdre de vue que le meilleur rempart contre l'extrême gauche est la social-démocratie, le meilleur barrage à l'extrême droite, la droite républicaine, et en aucun cas l'extrême centre qui, depuis 2017, est le premier agent électoral des deux autres extrêmes tout en prétendant les combattre.

En cette rentrée, ils représentent 4 % des effectifs de l'Education nationale. Mais face aux attentes toujours plus fortes des familles, les enseignants s'estiment souvent démunis, voire incompetents

L'école au défi d'accueillir près d'un demi-million d'élèves en situation de handicap

Un p'tit truc en plus

Des troubles davantage détectés expliquent notamment la hausse du nombre d'enfants porteurs de handicaps qui sont scolarisés, a relevé ce mardi Nicole Belloubet, lors de sa conférence de rentrée. **Un accueil qui est un droit pour les familles mais qui n'est « pas toujours satisfaisant »**, juge la ministre de l'Education, souhaitant que la réponse soit davantage interministérielle.

Marie-Amélie Lombard-Latune

QUI SE RISQUERAIT à remettre en cause le dogme de « l'école pour tous » ? Qui pour émettre des réserves sur l'accueil des élèves en situation de handicap alors que la fête sportive continue avec les Jeux paralympiques en France ? Personne ne s'aventure ouvertement sur ce terrain sensible, a fortiori depuis qu'Eric Zemmour, alors candidat à la présidentielle de 2022, a fustigé « l'obsession de l'inclusion ». Sans nuances. Or, le sujet est complexe, aussi riche en tabous qu'en idées reçues.

Entre deux portes, à la faveur d'un aparté, des pontes de l'Education nationale, ex-ministres compris, jugent cependant que le système craque de toutes parts. Les chiffres sont éclairants. Cette rentrée, c'est 490 000 élèves en situation de handicap qui franchiront les portes de l'école. Soit 54 000 de plus que l'an passé et 4% des effectifs de l'Education nationale.

Depuis près de vingt ans et l'entrée en vigueur de la loi de 2005 sur les droits des personnes handicapées, l'Education nationale scolarise ainsi des enfants présentant des troubles divers. La part des handicaps physiques (auditifs, visuels, etc) est stable. Celle des troubles intellectuels, cognitifs ou psychiques est en très forte augmentation, celle des troubles du langage ou de la parole explose (+ 351% entre 2006 et 2022), selon les données de l'Education nationale. Les enfants atteints d'autisme représentent 10% des enfants handicapés scolarisés.

« La situation est explosive mais il n'est pas question de revenir en arrière », soupirait récemment un membre du gouvernement, ajoutant : « Il n'est pas certain que le Président, quand il défend l'école inclusive, mesure à quel point nous atteignons un seuil critique ». Depuis 2017, 170 000 enfants de plus ont été ainsi scolarisés.

Maquis. Chaque enseignant accueille en moyenne aujourd'hui un à deux élèves porteurs de handicaps. Des professeurs qui, souvent, s'estiment incompetents, développent « un sentiment d'impuissance » et disent subir une « pression qui les dépasse », relevait récemment la médiatrice de l'Education nationale, Catherine Becchetti-Bizot, dans son rapport annuel. Au point parfois d'avouer faire face à des situations qui leur font peur. La pression s'exerce aussi sur les chefs d'établissement qui doivent organiser cet accueil et gérer les fameux AESH (accompagnants des élèves en situation de handicap). Plus



SIPA PRESS

Chaque enseignant accueille en moyenne aujourd'hui un à deux **élèves** porteurs de handicaps.

de 132 000 AESH aux profils très divers, souvent des jeunes adultes ou, au contraire, des femmes plus âgées en reconversion professionnelle. Tous peu formés et mal payés.

Les familles, elles, se retrouvent souvent face à une promesse non tenue : la loi leur garantit la scolarisation de leur enfant mais le maquis admi-

nistratif, les délais à rallonge, les pièces à fournir chaque année, les épuisent. « Leur attente sociale est incommensurable », confie un expert du sujet rue de Grenelle. Faute de places dans les structures spécialisées, la scolarisation, même si elle n'est pas adaptée à l'enfant, devient le Graal des parents.

Bénéfice. Les Maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) décident qui relève ou non de la scolarisation en « milieu ordinaire » mais, ensuite, c'est à l'Education nationale de prendre en charge l'enfant, de payer les AESH. « Cela peut conduire à une fuite en avant et génère beaucoup d'insatisfaction, chez les parents et les enseignants », relève Eric Fuentes, secrétaire général adjoint du syndicat Sien-Unsa. « C'est un leurre d'imaginer qu'avoir un AESH résout tous les problèmes », abonde Catherine Becchetti-Bizot.

A tous les niveaux, le sujet est devenu difficile à aborder la tête froide. « Tout le monde est favorable à l'accueil mais encore faut-il qu'il se déroule dans de bonnes conditions. Pourtant, les "Tue maîtresse" - des enfants qui vont absorber toute l'énergie du prof - ça existe », relève le secrétaire général du syndicat des chefs d'établissement (SNPDEN), Bruno Bobkiewicz.

Certains parents ne comprennent pas ces réserves, voire, épuisés par des années d'errance et d'espoirs déçus, s'énervent et exigent que leur enfant soit admis séance tenante. En

« Il faut sortir d'un fonctionnement binaire – école ou pas école – et développer des interactions entre l'Education nationale et le médico-social »

Nicole Belloubet, ministre en sursis et pas avare de plaisanteries

NICOLE BELLOUBET EST EN FORME. La petite musique syndicale martèle qu'elle est « en sursis », lui reproche tout autant d'organiser, bien que « démissionnaire », une conférence de presse que de donner le top départ d'une rentrée « sans visibilité ». La ministre de l'Education nationale saute d'un sujet à l'autre, ne cherchant pas à masquer sa perplexité face à l'appétit insatiable de son administration pour les sigles. Elle a oublié le sens d'un acronyme ? Son cabinet le lui souffle. « Ah oui ! C'est d'une simplicité biblique. Enfin... j'enlève biblique ».

Budget. Dans cette période d'affaires courantes, il faut donc faire le tri entre ce qui entre en vigueur et ce qui relèvera d'un gouvernement ultérieur. Au chapitre des innovations qui parleront aux familles, l'interdiction des téléphones portables au collège, qui ne devront plus seulement rester dans les sacs des élèves mais n'auront plus droit de cité dans l'enceinte scolaire, sera effective « dès janvier 2025 ». Les « groupes de besoins » sont mis en place en français et en maths pour les 6^e et 5^e mais, nuance de taille par rapport à la version initiale Attal des « groupes de niveau », en laissant chaque enseignant les organiser. La sémantique, on le sait, a divergé entre l'actuel Premier ministre et Nicole Belloubet qui, désormais, veut marquer le point : « Les textes

aujourd'hui ne parlent que de « groupes de niveau » ». Elle sourit elle-même à son lapsus.

La question de l'uniforme ne déclenche pas d'enthousiasme ministériel. Environ 90 établissements l'expérimentent, dont 70 écoles, quelques collèges et moins d'une dizaine de lycées et le tout sera « évalué ».



SIPA PRESS

Bien que « démissionnaire », la **ministre de l'Education** - ici le 12 juin dernier - a tenu une conférence de presse ce mardi, non sans une touche de légèreté.

Faute de décret publié, avoir réussi son brevet pour entrer en seconde ne sera pas exigé cette année. Questionnée sur la façon dont les enseignants doivent communiquer sur cette réforme en cours, la ministre se tourne vers sa nouvelle directrice générale de l'enseignement scolaire, Caroline Pascal, ex-chef de l'Inspection générale de l'Education. « Ils n'ont qu'à conseiller de travailler, me dites-vous ? Mme la directrice est une femme d'expérience ! ».

Quant au futur budget, la ministre constate que les premiers plafonds de crédits et d'emplois envoyés par Matignon « nous contraindraient à une particulière rigueur budgétaire » et espère que l'enveloppe Education nationale sera « a minima sanctuarisée ». Tout cela ne lui appartiendra peut-être plus. Le moment venu, à l'automne, elle pourra tout autant « être capable d'aller cueillir des champignons ».

Et c'est avec un franc fou rire qu'elle décrit un cours d'empathie - une réponse au fléau du harcèlement voulue par son prédécesseur : « Le seul cours auquel j'ai assisté, c'était lors d'une visite officielle. J'ai vu Brigitte Macron enlacer Gabriel Attal. Moi, je n'avais pas de partenaire. Mais je vois qu'il y a un candidat. » Au premier rang, son directeur de cabinet, Eric Thiers, est hilare.

M.-A.L.-L.

Le chantier colossal de l'accessibilité aux transports

LE CHIFFRE A ÉTÉ DONNÉ par la présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse, à l'occasion d'un point sur l'accessibilité des transports publics pendant les Jeux paralympiques. Pour rendre l'intégralité du métro parisien accessible aux personnes à mobilité réduite, il faudrait compter 15 à 20 milliards d'euros.

A la différence du RER, des réseaux de bus et de tram et des lignes neuves (comme la ligne 14, les extensions des lignes 4 et 11 ou les futures lignes 15, 16 et 27), le métro « historique », souvent souterrain, bardé d'escaliers, de couloirs, n'a pas du tout été pensé pour les personnes atteintes d'un handicap moteur, alors que des progrès significatifs ont été faits pour celles souffrant de handicaps sensoriels ou mentaux. « L'adapter, c'est un chantier de vingt ans, il faudra d'énormes travaux de voirie et une concertation avec les parties prenantes, l'Etat, la mairie

de Paris, les usagers, les riverains », résume Valérie Pécresse, qui a proposé à l'Etat et à la mairie de Paris de commencer par rendre accessible la ligne 6, jugée plus « facile » que les autres dans la mesure où elle est la plus souvent aérienne. « Il y en a pour 600 à 800 millions d'euros, a-t-elle expliqué. Je propose un financement en trois tiers. La région peut en financer un tiers. A charge pour l'Etat et la ville de Paris de rassembler le reste. »

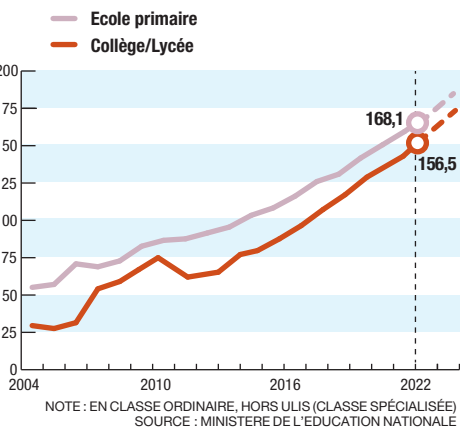
« Ascensorite ». Oui, ce chantier d'accessibilité est un investissement public énorme. Mais il bénéficierait à des pans larges de la société : les personnes handicapées, les populations vieillissantes, les familles avec enfants, les personnes transportant des bagages, qui pourraient plus facilement renoncer à la voiture.

Mais pour Pierrick Courilleau, président du think tank Handicap et société, il ne faut pas

se laisser intimider par l'ampleur de la tâche et du budget. « On peut déjà faire d'énormes progrès pour l'accessibilité du métro avec du bon sens, et en se détachant d'une conception maximaliste de la norme. Un exemple : on veut mettre des ascenseurs partout, la France souffre d'une "ascensorite aiguë". Mais quand on a un obstacle de deux marches, un plan incliné peut régler 90% des situations, pour peu qu'on ne soit pas arc-bouté sur le respect du standard de la pente de 6%. C'est un drame : on pense norme, pas usage. Et, donc, on ne fait rien. » Deux responsables, selon lui : l'administration, réticente à toute expérimentation et les associations, qui, excédées par des années d'immobilisme, ne veulent plus transiger sur l'application stricte des normes.

Emmanuelle Ducros
@emma_ducros

Une croissance exponentielle de la scolarisation des élèves en situation de handicap



Depuis fin 2022, la capitalisation boursière du poids lourd des semi-conducteurs a bondi de 3 000 milliards de dollars

Nvidia, le géant des puces qui n’a pas le droit de décevoir

Premier de la classe

Le fournisseur de puces pour l’intelligence artificielle publie ses comptes du deuxième trimestre mercredi 28 août. Les investisseurs attendent encore de bonnes surprises.

Muriel Motte

NVIDIA DEVRAIT annoncer mercredi que son chiffre d’affaires du deuxième trimestre a plus que doublé en un an. « Mais les investisseurs habitués à ses résultats exceptionnels attendront encore davantage du géant des puces d’intelligence artificielle », résume un observateur. Tel est le sort des meilleurs élèves de la classe, on leur demande de toujours surprendre en bien.

Celui qui est devenu en juin dernier la première capitalisation boursière mondiale, à plus de 3 300 milliards de dollars, pesait moins de 150 milliards six ans plus tôt et à peine 300 milliards en septembre 2022. Le lancement du moteur ChatGPT par Open AI deux mois plus tard a changé la vie de Nvidia. Et celle de Wall Street. En quelques mois, l’entreprise cofondée par Jensen Huang est devenue un « market mover ». Parti de quasi nulle part, elle pèse aujourd’hui plus de 6% de l’indice S&P 500. « Il n’y a pas de précédent d’entreprise acquérant un tel poids en si peu de temps », résume John Authors, éditorialiste de Bloomberg. Depuis le début de l’année, Nvidia, dont le cours a bondi de 150%, est responsable à lui seul d’environ un quart des 17% de hausse enregistrés par le S&P 500, a chiffré Morningstar.

C’est dire si la santé de ce poids lourd est suivie par tous les investisseurs. Combien de temps le succès de l’entreprise – qui repose aujourd’hui sur son quasi-monopole dans la production de

cartes électroniques pour l’IA – peut-il se prolonger ? Les analystes n’ont pas d’inquiétudes aujourd’hui sur sa capacité à faire grimper ses ventes en maintenant le niveau époustouflant de ses marges (environ... 50% !).

Quasi-monopole. Le chiffre d’affaires de Nvidia a flambé de 126% l’an dernier (exercice clos au 31 janvier). Au deuxième trimestre de son nouvel exercice (clos le 31 juillet), ses revenus devraient atteindre 28 milliards contre 13 milliards l’été précédent, estime le consensus. La sortie de ChatGPT a été un coup de fouet pour les dépenses en IA des géants de la Silicon Valley aux poches profondes, les Microsoft, Meta, Amazon et autre Alphabet qui équipent leurs centres de données de produits Nvidia... « Lorsque vos plus gros clients se trouvent être les six autres membres des Magnificent Seven, les choses devraient bien aller », commente Jay Woods de Freedom Capital.

Ce qui n’empêche pas la Bourse d’être parfois gagnée par le doute. On l’a vu cet été, Nvidia a perdu plus d’un quart de sa valeur en quelques semaines, entraînant tout le secteur dans son sillage. La concurrence commence à émerger, avec AMD, et Intel dans une moindre mesure. Des questionnements surgissent aussi sur la rentabilité, et donc sur la pérennité, des milliards de dollars d’investissements réalisés par les « Big tech » notamment. Ces dernières auront aussi rapidement à cœur de ne plus dépendre de Nvidia et de produire leurs propres puces. La Bourse, qui a rapidement gommé l’accès de faiblesse du géant de Santa Clara veut croire que ces défis ne menacent pas le monopole de l’entreprise à court terme. Les chiffres du deuxième trimestre et les prévisions pour les mois qui viennent diront si cet optimisme est bien fondé.

@murielmotte ✕

Des avocats français spécialistes du numérique s’étonnent de l’arrestation du patron de la messagerie Telegram

Les poupées russes de l’affaire Pavel Durov

Matryoshkas

Pavel Durov, le fondateur de la plateforme de messagerie Telegram (900 millions d’utilisateurs), a été arrêté à l’aéroport du Bourget samedi en fin de journée. Sa garde à vue était toujours en cours ce mardi.

Emmanuelle Ducros

« PASSIONNANT ET rocambolesque. » Pour l’avocat spécialiste du numérique, Constantin Pavleas, l’arrestation du patron de Telegram, Pavel Durov, puis sa garde-à- vue prolongée, ont tout de la série à suspense. Les prochains épisodes vont, selon lui, ouvrir encore plus de questions juridiques, politiques et géopolitiques, que celles qui se posent déjà... Sans toujours offrir les réponses. « L’arrestation d’un patron du numérique pour des charges décrites comme lourdes – et assez improbables pour toute une partie d’entre elles – est une « première » mondiale, qu’en restera-t-il ? », s’étonne l’avocat, en faisant remarquer que la France compte à son actif d’autres décisions inédites dans le numérique comme la suspension de TikTok pendant les émeutes en Nouvelle Calédonie, mais aussi la Commission européenne avec l’interpellation polémique d’Elon Musk par Thierry Breton.

Il sera intéressant de savoir, à l’issue de la garde à vue, mercredi, ce qui sera effectivement retenu contre Pavel Durov, au-delà des effets d’annonce par le parquet. « La situation est plus complexe que ce que présentent les autorités françaises, ajoute un autre avocat spécialiste du numérique, Alexandre Archambault. Elles mettent en avant une série de complicités supposées de Pavel Durov dans des actes graves (détention et diffusion de pédopornographie, association de malfaiteurs, trafic de drogue, entre autres), qui entrent en collision avec vingt-cinq ans de jurisprudence

du droit du numérique français et européen, lesquels reconnaissent, certes, une responsabilité des entreprises dans l’usage qui est fait de leur technologie, mais cette responsabilité réside dans un éventuel défaut de contrôle, dans les défaillances répétées. Cela ne s’appelle pas de la complicité. »

Arbitraire. Ce que la France peut, selon lui, reprocher à Pavel Durov, c’est que Telegram n’ait pas collaboré aux enquêtes des autorités françaises de la façon dont elles souhaitent. « Mais c’est discutable en droit, ajoute Alexandre Archambault. La police française attendait par exemple de Telegram des interceptions de données hors du territoire français. Mais ces injonctions ne s’appliquent qu’aux sociétés établies dans l’Hexagone, ce qui n’est pas le cas de Telegram, installé à Dubaï. D’autres points me semblent antinomiques avec les règlements européens ! Telegram n’est pas irréprochable, mais l’affaire a été réglée à la testostérone et non en droit. A quoi cela sert-il ? La police française aurait pu s’y prendre plus finement pour obtenir ce qu’elle voulait. »

Car l’arrestation de Pavel Durov ouvre des boîtes de Pandore politiques et géopolitiques. La Russie s’est engouffrée dans la brèche, dénonçant une atteinte à la liberté d’expression. Les Emirats, dont Durov a également la nationalité, demandent des comptes. Emmanuel Macron a dû s’exprimer via la plateforme X, pour tenter de dissiper les accusations d’arbitraire. L’affaire est du ressort de la justice et pas de la politique, dit-il. « Cette prise de parole à chaud donne l’impression que l’arrestation est une boulette, que les garde-fous n’ont pas fonctionné, commente Alexandre Archambault. Cela donne une image détestable de la France et abîme son attractivité numérique. Surtout à un moment où le cadre juridique autour de l’intelligence artificielle n’est pas stabilisé. »

@emma_ducros ✕

Colères

Les révoltes du travail, une bombe sociale, selon Berger



Manifestation contre la réforme des retraites, le 6 juin 2023, à Paris.

EPISODE 4/4

Elles sont le fil rouge de l’Histoire de France, **le creuset des populismes européens**, un défi pour les réformistes comme pour les tenants de la radicalité politique.

Corinne Lhaïk

DANS UN PETIT livre publié en mai 2023, à quelques semaines de son départ de la CFDT, Laurent Berger délivre son analyse de la société française vu par le prisme de son cœur de métier : le travail. Le titre de l’ouvrage, *Du mépris à la colère*, mérite une explication : les salariés se sentent méprisés par les patrons, les politiques mais aussi par les consommateurs. Ils en éprouvent de la colère. Elle se traduit en manifestations, parfois en violences.

Quand l’ouvrage du syndicaliste paraît, la réforme des retraites vient d’être adoptée dans la douleur. Elle est au cœur de l’analyse de l’ancien secrétaire général de la CFDT. Elle est le seuil de déclenchement de rancœurs longtemps accumulées. Certains pensent que les révolutions sont provoquées par des hausses d’impôts, Laurent Berger affirme que le manque de travail, son intensification, son insuffisante rémunération, sa dépersonnalisation, sont dangereuses pour la cohésion sociale. Au point de voir une société sombrer dans l’extrémisme.

Le patron sortant de la CFDT ne veut pas faire du travail une torture, ni une souffrance. « Ce serait insulter les salariés que de faire croire qu’il y aurait 20 millions de personnes qui, tous les jours, iraient au travail malheureux » insiste-t-il. C’est la brutalisation du monde du travail qui provoque le ressentiment. Le syndicaliste connaît des gens fiers de leur métier. A commencer par son père, ouvrier aux Chantiers de l’Atlantique de Saint-Nazaire. « Mon premier rapport au monde du travail, c’est sa main tannée et ses chaussettes trouées par les éclats de soudure. ». Après l’enfance, la vie professionnelle et l’engagement militant complètent ses convictions : « La question aujourd’hui, c’est : faire reconnaître son travail et pouvoir le faire bien. »

Deux crises révèlent le malaise. D’abord, les Gilets jaunes et la difficulté de vivre correctement de son labeur. « Des travailleurs qui n’étaient pas tous des salariés, mais parfois des petits patrons [avaient] le sentiment de ne pas exister dans le discours public et de ne pas pouvoir s’en sortir financièrement. » Ensuite, la réforme des retraites qui embrase « la société tout entière, et les syndicats y ont joué leur rôle. »

Invisibles. Le feu prend d’autant plus vite que l’épidémie de Covid-19 a fait naître un espoir : que le travail, en particulier celui des salariés invisibles particulièrement exposés à la pandémie, soit mieux reconnu, mieux rémunéré. « Quand on est respecté et considéré dans son travail, on a moins de risque de dérailler, et on est moins perméable aux idées qui menacent la démocratie », écrit Laurent Berger. A l’inverse, le chômage, la précarité, le mépris, les bas salaires créent du ressentiment, une tendance sur laquelle l’extrême droite prospère allègrement. »

Quand arrive la réforme des retraites, à la fin de 2022, le carambolage est inévitable. « Comment s’étonner de la colère qui s’est emparée de ces salariés quand, quelque temps plus tard [après les promesses de la période Covid], on leur

a déclaré, comme en guise de remerciement, qu’ils devraient tout simplement travailler deux ans de plus ? » L’âge légal de départ passe de 62 à 64 ans. Le business as usual reprend ses droits, estime le syndicaliste.

Il est d’autant plus furieux que les maux du travail n’ont pas été traités avant d’imposer cette rallonge de deux ans. Longtemps, le travail a été une quantité : il en fallait pour tout le monde, la lutte contre le chômage de masse était une obligation. A juste titre. Mais les questions de qualité ont été sous-estimées. « Mobilisés par le chômage, les grands plans sociaux, [les syndicats], eux aussi l’ont négligée, y compris la CFDT », dit Laurent Berger qui rend toutefois hommage à son prédécesseur. En 2003, François Chérèque lance l’alerte et une enquête de la CFDT, *Parlons travail*.

Cadences. Pourtant, ni les politiques publiques ni le management privé ne tiennent suffisamment compte de cette dimension. Le chantier retraites est ouvert avant celui du travail, de l’intensification des tâches, obsédante. « On l’oublie trop souvent [...] les salariés veulent avoir la satisfaction d’avoir bien fait leur travail [...] car le mépris commence ici : avec des cadences qui détruisent les corps et les esprits », martèle Laurent Berger.

La colère n’est pas la violence. En 2023, entre le 19 janvier et le 6 juin, les manifestations se multiplient pour tenter une démonstration par la force. Tranquille. Le 8 février sur BFMTV, le secrétaire général de la CFDT, se demande si Emmanuel Macron peut résister à « ce rejet massif de la réforme », au fait qu’une foule de « gens raisonnables, de gens normaux » défile « dans un calme énorme » contre cette réforme, ce qui « devrait inciter le gouvernement à dire “il faut qu’on discute” ». Au contraire, regrette-t-il, ce dernier « fait comme si rien ne se passait dans ce pays ». Regrettant de n’avoir plus aucun contact avec l’exécutif. « S’il persiste, il fait une faute démocratique qu’il paiera très cher », conclut-il.

La colère n’est pas la violence, mais elle peut y mener. Durant le conflit sur les retraites, le leader syndical rappelle a contrario que les manifestations des Gilets jaunes, en 2018, ont réuni « 284 000 personnes selon la police » et qu’elles se sont accompagnées « de beaucoup de sacages et de violences ». Mais qu’elles ont été bien plus payantes que ne le sont, à ce jour, les défilés syndicaux : les mesures prises par le gouvernement pour y répondre représentent « entre 12 et 15 milliards d’euros », chiffre-t-il. C’est quoi la perspective démocratique d’un pays qui ne répond pas à 1,5 million de personnes dans la rue, mais répond à un mouvement violent qui faisait moins de mobilisation ? », s’interroge Laurent Berger. A partir de l’adoption du projet de loi par 49.3, le 16 mars, les flammes et les casseurs s’emparent des villes (Paris, Lyon, Bordeaux, Rennes ou Lorient). Les syndicats cherchent à se démarquer de cette radicalité.

Aujourd’hui, Laurent Berger détient la réponse à la question qu’il posait il y a un an. Le 7 juillet 2024, les forces opposées au passage de l’âge de la retraite de 62 à 64 ans - le Rassemblement national, le Nouveau Front populaire et le groupe Liot - sont largement majoritaires. Revenir sur la réforme des retraites n’est pas forcément l’objectif numéro un des électeurs de ces partis. Mais leur vote montre que le débouché démocratique existe. Comment le politique peut-il le transformer ? C’est la question de cette rentrée 2024.

@clhaik ✕

Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT de 2012 à 2023, a publié l’an dernier aux éditions du Seuil *Du mépris à la colère*, un essai sur la France au travail.

L'air du large Quelle Amérique dans le monde pour le ou la 47^e président(e) ?

La chronique
de Frédéric
Charillon



Il résultera de la prochaine élection présidentielle américaine une nouvelle administration dont la tâche sera lourde. En interne d’abord, dans un pays clivé comme jamais peut-être depuis les années 1960, et dont l’économie, bien que robuste, devra relever de nombreux défis. Mais surtout à l’international, tant les épreuves s’annoncent redoutables pour une puissance qui continue de se proclamer garante de la stabilité mondiale.

Sauf nouveau coup de théâtre au pays des scénarios de séries télévisées rocambolesques, la configuration sera inédite. Les Etats-Unis connaîtront soit leur première femme présidente, soit leur premier chef d’Etat avec une situation judiciaire aussi lourde (plusieurs accusations criminelles au niveau fédéral, deux procédures d’empêchement). Un éventuel second mandat non consécutif de Donald Trump, en revanche, ne serait pas un précédent : Grover Cleveland a servi comme 22^e et 24^e président des Etats-Unis, en 1885-89 et 1893-97.

Lequel de ces deux candidats, que tout oppose, affrontera le monde de 2025 ? L’un, Donald Trump, voit tout en noir et joue sur les peurs : l’Amérique décline, le monde est une jungle. Ses propositions pour y remédier sont évasives : il se contente de promettre qu’avec lui, les risques encourus disparaîtraient immédiatement. L’autre, Kamala Harris, veut inspirer la « joie » et l’espoir, sans que l’on sache encore si ce souffle nouveau s’emparerait également de Vladimir Poutine, de Xi Jinping, de Benjamin Netanyahu, de Kim Jong-un, du Hamas, du Hezbollah ou de Nicolas Maduro. Comment, plus précisément, la prochaine équipe dirigeante défendra-t-elle une crédibilité américaine battue en brèche,

« Dans les dernières années, la crédibilité des Etats-Unis comme puissance fut mise à l’épreuve sur trois fronts : comment dissuader encore les adversaires, rassurer encore les alliés, séduire encore le Sud ? »

choisira-t-elle les combats à mener sans s’y fourvoyer, s’adressera-t-elle au reste du monde pour le convaincre que l’Amérique est toujours cette puissance indispensable ?

MAINTENIR UNE CRÉDIBILITÉ AMÉRICAINE
« America is back », avait promis Joe Biden en 2020, pour tourner la page de quatre années de trumpisme marquées par le repli « MAGA » (Make America Great Again), pendant lesquelles le locataire de la Maison Blanche privilégiait la satisfaction isolationniste de sa base électorale au détriment des responsabilités internationales du pays.
Mais le monde ne voulait déjà plus d’un leadership américain unique, semblable à celui des années 1990. Des contre-modèles s’étaient mis en place, séduisant de plus en plus le Sud : un modèle chinois de capitalisme d’Etat et de contrôle autoritaire 2.0, ou un modèle russe de conservatisme social sonnait la contre-attaque face à un Occident « dégénéré ». Le libéralisme, avait dit Vladimir Poutine dans une interview au *Financial Times* en 2019, était désormais « obsolète ». Dans les dernières années, la crédibilité des Etats-Unis comme puissance fut mise

à l’épreuve sur trois fronts : comment dissuader encore les adversaires, rassurer encore les alliés, séduire encore le Sud ? George W. Bush avait inquiété en forçant ses alliés à se soumettre aux visions néoconservatrices, Barack Obama en intellectualisant trop les problèmes internationaux à force de « patience stratégique » mal comprise, et Donald Trump en préférant les dictateurs de la planète à ses partenaires démocratiques. Joe Biden a restauré une diplomatie compétente et professionnelle autour d’Antony Blinken. Mais il se retrouve avec une guerre en Ukraine, un Proche-Orient en feu, une menace grandissante sur Taïwan, et des foyers de tensions disséminés du Karabakh au Venezuela.

WASHINGTON DOIT PROPOSER DES PERSPECTIVES D’AVENIR
Il est difficile de prévoir ce que serait la politique étrangère des deux prétendants actuels. On peut imaginer que Kamala Harris poursuivrait un mélange de fermeté et de consultations multilatérales émaillées de navettes diplomatiques. Peut-être Donald Trump reprendrait-il sa méthode « transactionnelle », proposant des « deals » avec des succès mitigés, comme dans le dossier nord-coréen en 2018-2019 ou les accords d’Abraham de 2020 entre Israël et quatre nouveaux Etats arabes, qui paraissent dérisoires depuis le 7 octobre 2023. Peut-être

« La prochaine administration américaine devra opérer un choix difficile : s’impliquer davantage au risque d’être prise dans un engrenage dont la société américaine ne veut plus, ou bien protéger le pays de ces turbulences, au risque de renoncer à son rôle de puissance »

chercherait-il également à consolider des alliances choisies, en passant tous leurs caprices aux alliés concernés, du prince héritier saoudien au Premier ministre israélien.
Mais les urgences sont connues. Comment empêcher la Russie de gagner en Ukraine sans faire dégénérer le conflit ? Comment dissuader Pékin de soumettre Taïwan, sans provoquer un choc entre les deux premières puissances économiques et militaires du monde ? Comment empêcher Benjamin Netanyahu de déclencher une guerre régionale majeure pour sa seule survie politique personnelle, sans paraître abandonner l’allié israélien ? Dans tous ces cas de figure, la prochaine administration américaine devra opérer un choix difficile : s’impliquer davantage au risque d’être prise dans un engrenage dont la société américaine ne veut plus, ou bien protéger le pays de ces turbulences, au risque de renoncer à son rôle de puissance, laissant le champ libre à d’autres.

POSTURES ET MESSAGES
Plus globalement, l’Amérique devra réinventer son message, et les professions de foi actuelles, celles de « deals » miraculeux ou d’une joie retrouvée, n’y suffiront pas. Il faudra une stratégie cohérente, une équipe diplomatique de haut niveau, un message attractif. Face à la « connectivité » chinoise qui promet un monde de prospérité fluide, face aux méthodes brutales d’une Russie qui promet un ordre souverainiste et traditionnel rétabli, face au retour des nationalismes religieux (en Inde) ou pas, Washington doit proposer des perspectives d’avenir, des grands projets inclusifs, et les formuler avec des partenaires variés, sans donner l’impression d’une nouvelle croisade démocratique et libérale occidentaliste, mais tenant compte plutôt de la nouvelle diversité politique et culturelle du monde.
L’équation personnelle de Kamala Harris semble la plus adaptée à cette mission. Mais elle n’effacera ni la défiance suscitée par Washington, ni l’engouement croissant pour des solutions plus expéditives, ni les limites des leviers d’action américains. Les Etats-Unis ne peuvent se permettre ni un nouveau chaos organisationnel comme celui qui avait marqué l’administration Trump de 2017-2021, ni de nouvelles vagues-hésitations comme celles du second mandat de Barack Obama, notamment en Syrie. Quels que soient les décideurs élus en novembre, ils devront se réinventer, et réinventer une Amérique qui ne peut plus agir seule. Saura-t-elle l’accepter ?

@charillon

Le Premier ministre travailliste a préparé mardi les Britanniques aux décisions « douloureuses » qu’il allait devoir prendre Budget : Keir Starmer cible l’héritage conservateur

Du sang et des larmes

Le Premier ministre travailliste Keir Starmer a prononcé mardi son discours de préentree dans les jardins du 10 Downing Street. Une nouvelle occasion de dénoncer l’état du royaume après quatorze années au pouvoir des conservateurs.

Chloé Goudenhooff (à Londres)

C’EST UN CLASSIQUE des « GP », les médecins traitants au Royaume-Uni. Un gros rhume, la bronchite du petit dernier, et ils finissent toujours par dire : « Ça va empirer avant de s’améliorer ». Lorsque Keir Starmer a prononcé cette petite phrase lors de son discours de préentree mardi, les Britanniques savaient donc à quoi s’en tenir. « Je vais être honnête avec vous, il y a un budget qui arrive en octobre. Et il sera douloureux », a prévenu le Premier ministre travailliste dans un des jardins du 10 Downing Street, face à un parterre rassemblant notamment professeurs, pompiers et petits entrepreneurs.

Lentement mais sûrement, le Premier ministre prépare le terrain pour des mesures qui ne plairont pas aux Britanniques, mais dont ils ignorent encore la substance. Le chef du gouvernement s’en tient pour l’instant aux promesses de campagne. Les non-résidents fiscaux qui vivent au Royaume-Uni devront mettre la main à la poche, a-t-il par exemple rappelé. L’impôt sur le revenu, lui, ne sera pas augmenté, de même que la TVA ou les cotisations sociales. En revanche, « ceux qui ont les épaules les plus larges [devront] porter le fardeau le plus lourd », a-t-il déclaré, sans plus de précisions. Les contribuables devront attendre la date fatidique du 30 octobre pour savoir qui paiera l’addition présentée par le gouvernement travailliste.

Le timing de sa déclaration apparaît judicieux alors que les Britanniques s’adonnent encore à la douceur de l’été et qu’il est encore possible de pointer du doigt des conservateurs.

En revanche, au moment des annonces difficiles, les élections paraîtront loin. Mardi, Keir Starmer a répété avoir trouvé en juillet un trou de 22 milliards de livres (26 milliards d’euros) dans les finances publiques, caché selon lui par ses devanciers. « Mercredi dernier encore, nous avons découvert que, du fait de la légèreté du gouvernement précédent, nous avons emprunté près de cinq milliards de livres (5,92 milliards d’euros) de plus que ce que l’OBR [le Bureau pour la responsabilité fiscale] avait prévu, rien qu’au cours des trois derniers mois. »

« Fissures ». Pour le Premier ministre, les violences de l’été sont d’ailleurs symptomatiques de l’état du pays après quatorze années de gouvernement conservateur. « Ces émeutes ont mis à nu des fissures dans nos fondations, affaiblies par une décennie de division et de déclin, infectées par la spirale de populisme. » Pour illustrer les défaillances des Tories, Keir Starmer a ciblé le manque de places de prison. Alors que les conservateurs n’ont pas tenu leur promesse d’en créer 20 000 nouvelles, le problème a été amplifié par la répression qui a suivi les épisodes de violences de début août. « Chaque jour de ce désordre, nous avons dû vérifier le nombre précis de cellules disponibles pour être sûrs de pouvoir arrêter, inculper et poursuivre les gens rapidement », a-t-il indiqué. Cet argument est aussi utilisé par Keir Starmer pour justifier la libération anticipée de certains détenus, une décision contraire aux convictions du procureur général qu’il était de 2008 à 2013.

Le déficit laissé par les Tories a également été avancé pour expliquer la suppression, fin juillet, d’une aide destinée à permettre aux retraités de payer leur chauffage en hiver. Mais Keir Starmer a prévenu : d’autres choix difficiles seront effectués d’ici à décembre. Reste à voir combien de temps l’argument « c’est la faute aux Tories » portera au sein de l’opinion britannique.

@chloegouden

CONFÉRENCE

26 septembre 2024

Paris 16^e

CROISSANCE ÉCONOMIQUE INCERTAINE, INFLATION PERSISTANTE, CHANGEMENT DE POLITIQUE MONÉTAIRE, NOUVEAUTÉS FISCALES ET LÉGISLATIVES

La nouvelle donne de la Gestion de Patrimoine

Corinne Caraux
DÉLÉGUÉE NATIONALE,
LE CONSERVATEUR,
MEMBRE DE L'IACF

Thibaut Cossenet
DIRECTEUR DE L'OFFRE
ÉPARGNE ET PATRIMONIALE,
LE CONSERVATEUR

MODÉRATION : CÉCILE DESJARDINS, RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE DE L'OPINION

LE CONSERVATEUR

EXPERT EN GESTION D'AVENIR DEPUIS 1844

l'Opinion

DÉCOUVRIR LE PROGRAMME ET S'INSCRIRE

Retrouvez toutes nos chroniques
sur lopinion.fr

Depuis fin juillet, le gouvernement a fermé, officiellement pour des raisons de sécurité, plus de 5 600 lieux de culte, en majorité pentecôtistes. Un mouvement en plein essor sur le continent

Au Rwanda, Paul Kagamé en croisade contre les Eglises de réveil

Contrôle spirituel

Les autorités rwandaises ont interdit les activités de 43 groupes religieux dans tout le pays à compter du 28 août. La plupart sont chrétiens pentecôtistes. Cette décision intervient après la fermeture de plus de 5 600 églises qui n'étaient pas en conformité avec la loi depuis un mois alors que Paul Kagamé a été reconduit pour un quatrième mandat mi-juillet.

Pascal Airault

PAUL KAGAMÉ DURCIT LE TON contre les pasteurs « fraudeurs ». Plébiscité lors de la présidentielle du 15 juillet (99,18% des voix), le président rwandais a donné l'ordre de sévir contre les organisations religieuses ne respectant pas la loi. Résultat : en un mois, 5 600 églises ont été fermées et 43 groupes religieux interdits d'activité.

A l'issue de la cérémonie de prestation de serment du Premier ministre, Edouard Ngirente, et des nouveaux membres du Parlement, le 14 août, le chef de l'Etat a chargé certains députés de mettre fin au désordre dans l'espace confessionnel. En 2018, il avait déjà fermé 700 lieux de culte. Et il avait fait adopter un texte imposant aux associations culturelles de fonctionner de « manière organisée et dans un environnement sûr », sans provoquer de nuisances sonores.

Selon la loi, tous les prédicateurs sont tenus d'avoir une formation théologique avant de fonder une Eglise. Ce qui n'est pas le cas de nombreux pasteurs autoproclamés à la tête d'Eglises de réveil auxquelles l'Etat avait donné un délai de cinq ans pour se mettre en conformité avec les nouvelles dispositions réglementaires.

« **Prétextes** ». Comme dans le reste de l'Afrique, les Eglises de réveil sont en plein essor dans le pays. Selon les Etats-Unis, elles attirent plus de 21% des 14 millions de Rwandais, quand 40% fréquentent encore les églises catholiques. Elles se sont installées au lendemain du génocide sous la houlette d'exilés de retour des pays voisins, comme l'Ouganda et la République démocratique du Congo où les Tutsis avaient fui les massacres. Elles ont prospéré alors que

l'Eglise catholique était accusée de ne pas avoir protégé cette ethnie en raison de sa proximité avec le pouvoir hutu.

Baptisé « sans son consentement », Paul Kagamé a toujours eu un rapport compliqué à l'Eglise, introduite dans son pays par les pères belges. La réconciliation avec le Vatican n'a eu lieu qu'en mars 2017 lors d'une rencontre à Rome avec le pape François. Le souverain pontife avait alors imploré « le pardon de Dieu pour les péchés et les échecs de l'Eglise et de ses membres » lors du génocide.

« Cartésien et introverti, Paul Kagamé préfère la structure pyramidale de l'Eglise catholique - avec à sa tête un chef qui dirige le clergé - aux églises pentecôtistes qui sont aux mains de pasteurs autoproclamés incontrôlables prônant le jeûne et les guérisons miraculeuses à travers une religiosité portée sur l'émotion », décrypte un fin connaisseur du Rwanda.

« Beaucoup de ces Eglises font du mal aux gens - par exemple en prenant l'argent dont les



SIPA PRESS

Baptisé « sans son consentement », **le président rwandais** a toujours eu un rapport compliqué à l'Eglise, introduite dans son pays par les pères belges.

plus pauvres ont cruellement besoin sous des prétextes manifestement faux, écrit *The New Times*, un quotidien pro gouvernemental en langue anglaise. Paul Kagamé, en tant que chef de l'Etat, a l'obligation solennelle de protéger tous les Rwandais. »

« **Moïse** ». Ce rôle est confié au Rwanda Governance Board (RGB), organe de l'Etat chargé du contrôle des activités religieuses. Selon Usta Kaitesi, son directeur général, les lieux de culte fermés ne répondaient aux normes d'hygiène et de sécurité adéquates. Certains offices se faisaient dans des grottes, des caves... et étaient dirigés par des pasteurs dépourvus de diplôme théologique. Le pouvoir craint des dérives sectaires favorisées par le retrait dans des zones isolées, le jeûne extrême et des enseignements dangereux pour la vie humaine.

« Ces églises de réveil ont un effet abêtissant sur leurs fidèles les plus vulnérables qui ne développent plus d'esprit critique, confie un chercheur. Pour le pouvoir, les discours sur l'éloge de la pauvreté n'ont, par exemple, pas de sens politique. » En août 2023, Paul Kagamé a même menacé de jeter en prison les catholiques prônant la pauvreté. Des propos interprétés comme une remise en cause du pèlerinage de Kibeho, une localité du sud du pays où auraient eu lieu des apparitions de la Vierge Marie.

Les détracteurs de Paul Kagamé lui reprochent de « se prendre pour Dieu » en interférant dans le domaine religieux. « Le président rwandais, après les événements tragiques qui ont touché le pays, se sent investi comme Moïse d'une mission de sauver son peuple alors que l'essor démographique a créé un marché du culte investi par des pasteurs pentecôtistes qui ne justifient pas tous des capacités morales pour exercer », poursuit le chercheur.

Cette situation représente un défi pour le pouvoir qui ne veut pas voir de dérives comme au Kenya voisin où l'on juge actuellement pour « terrorisme » le pasteur Paul Nthenge Mackenzie. Ce chef d'une secte évangélique apocalyptique est accusé d'avoir incité plus de 400 adeptes à jeûner jusqu'à la mort.

@P_Airault

A deux semaines de leur premier face-à-face, les deux candidats à la Maison Blanche s'écharpent pour imposer leurs règles du jeu

La guerre des débats bat son plein entre Kamala Harris et Donald Trump

Bras de fer

Kamala Harris a prévu de donner sa première interview à la presse américaine depuis son entrée en campagne d'ici à la fin de la semaine. La démocrate a jusqu'ici évité les médias, s'attirant les foudres du camp Trump qui l'accuse de « ne pas être assez intelligente » pour répondre à leurs questions.

Lola Ovarlez

DONALD TRUMP ET KAMALA HARRIS vont-ils s'affronter le 10 septembre ? Pour l'instant, cela paraît mal parti. A deux semaines de l'événement, les deux candidats ne parviennent pas à se mettre d'accord sur les règles du débat prévu sur la chaîne ABC. Le 10 septembre devaient à l'origine s'opposer le candidat républicain et Joe Biden, mais après sa prestation désastreuse lors d'un premier face-à-face le 27 juin, ce dernier a jeté l'éponge.

Après avoir exprimé quelques doutes, attendant d'être certain de l'investiture de sa rivale, Donald Trump a fini par accepter de s'en tenir à cette date avec Kamala Harris. Pourtant, le républicain accuse sa rivale de mauvaise foi. Non seulement la vice-présidente a refusé ses propositions pour deux autres dates, sur Fox News et NBC, mais elle propose désormais de changer les règles du seul débat qu'ils ont tous les deux accepté.

Le point de tension principal concerne les microphones. Lorsque Joe Biden était encore

dans la course, son équipe et celle de Donald Trump avaient convenu qu'ils seraient mis en sourdine lorsque l'autre candidat prendrait la parole. Ce fut le cas le 27 juin sur CNN. Mais un porte-parole de Kamala Harris a déclaré à Politico que « les micros des deux candi-

Que répondra-t-il si la Californienne l'attaque sur son procès criminel ou sur l'avortement ?

dats devraient être allumés pendant toute la durée de l'émission. », provoquant la colère des membres du camp Trump. « Ils changent les règles, comme ils changent de candidat », raillent-ils, alors que les préparatifs pour le débat débutent.

Provocation. L'équipe de campagne de Kamala Harris joue l'offensive. Elle affirme que ce sont les conseillers du milliardaire qui s'opposent à la réactivation des micros. « Les responsables du camp Trump les préférèrent en sourdine parce qu'ils ne pensent pas que leur candidat puisse se comporter en présidentiable pendant 90 minutes », a surenchéri le même démocrate auprès du média américain.

Cette provocation survient après la révélation par des médias américains que l'équipe Trump exhortait son candidat à modérer ses prises de parole. Ses propos sur l'identité de femme noire américaine de Kamala Harris ont

provoqué une vive polémique alors que l'ex-président convoite des voix au sein de cette minorité. Et que répondra-t-il si la Californienne l'attaque au sujet de son procès criminel ou de l'avortement ? Les démocrates s'en frottent déjà les mains. « Nous voulons que les Américains aient l'occasion de voir Donald Trump tel qu'il est vraiment, ni censuré, ni en sourdine », a affirmé Ian Sams, un conseiller de la campagne de Kamala Harris, sur MSNBC. Comprenez : un fou furieux irresponsable.

Le milliardaire, lui, dit préférer « probablement que [les micros] soient allumés ». Mais il reconnaît avoir bénéficié de la mise en sourdine lors de son débat contre Joe Biden. En silence, il a laissé son rival s'emmêler et bafouiller, apparaissant alors comme le seul apte à occuper la Maison Blanche. Ce face-à-face n'avait rien à voir avec ceux de 2020, durant lesquels Donald Trump n'avait cessé de l'interrompre, au point que son successeur avait fini par lâcher un « tu veux bien la fermer ? », devenu viral.

S'il a lieu, le débat du 10 septembre sera avant tout un test pour Kamala Harris. Les Américains ont déjà eu l'occasion de voir le républicain dans cet exercice. La vice-présidente, qui n'avait pas brillé par ses prestations télévisuelles lors de la primaire il y a quatre ans, doit désormais défendre un programme politique encore flou. Son dernier face-à-face remonte au 7 octobre 2020. Elle était opposée à Mike Pence. Un numéro deux bien moins combatif que son patron d'alors – même avec les micros allumés.

@lolaovarlez

Infolio

Xabi Molia: la rentrée littéraire ou presque

La chronique de Bernard Quiriny



L'été n'est pas tout à fait fini mais la rentrée, elle, a déjà commencé, du moins la rentrée littéraire, avec son avalanche de romans français et étrangers - 459 cette année, d'après le comptage du journal professionnel Livres hebdo. Toutes ces sorties s'étaleront jusqu'en octobre, mais le gros débarque ces jours-ci : rien que la semaine dernière, plus d'une centaine de titres étaient censés prendre place sur les tables des librairies !

On retrouve un certain nombre de têtes d'affiche, Kamel Daoud, Amélie Nothomb, Muriel Barbery, Philippe Jaenada, Marie Vingtras, Caryl Férey ; des auteurs confirmés comme Aurélien Bellanger, Abel Quentin, Marcus Malte, Patrice Jean, Hélène Gaudy ; ainsi qu'une soixantaine de premiers romans. Parmi tous ces noms se cachent les lauréats des prix littéraires de l'automne prochain, cause indirecte de cet embouteillage de fin d'été...

Il faudra compter aussi avec la littérature étrangère qui aligne quelques noms fameux tels qu'Arturo Perez-Reverte, Colm Toibin, Rachel Cusk, Richard Ford, l'Irlandais Michael

« L'auteur décrit finement les ressorts de la relation entre Simon et Paul, les deux frères au centre du roman »

Magee ou encore Benjamin Labatut, auteur d'un extraordinaire roman sur le physicien John von Neumann.

En attendant, restons en France avec un roman approprié aux circonstances puisqu'il parle, justement, de littérature et d'écrivains : *La vie ou presque*, de Xabi Molia. L'auteur de *Les Premiers* y raconte la vie de trois héros, deux frères et leur amie, les trois venus du Pays basque, les trois décidés à écrire. L'un d'eux remportera le Goncourt, un jour...

Prospective. Le moteur du récit réside dans l'adversité entre les frères, Simon et Paul, qui partagent la même dévotion sacerdotale à la littérature tout en éprouvant l'un pour l'autre une jalousie sans borne. Chaque succès de l'un est une humiliation pour l'autre ; la balance penche d'abord en faveur de Simon, mais c'est Paul qui s'impose finalement comme la vedette de son époque, avant que sa cote retombe au fur et à mesure qu'il vieillit.

Molia décrit finement les ressorts de leur relation, le fait qu'ils se détestent parce qu'ils convoitent la même chose - le livre parfait, Graal de tout écrivain - tout en se comprenant intimement, pour la même raison.

Le troisième personnage, Idoya, donne au début l'impression d'être une intruse dans ce duel fratricide, mais on s'aperçoit au fil des pages qu'elle enrichit l'intrigue, à la façon d'un contrepoint ; elle permet en outre à l'auteur d'insérer dans le récit des textes courts supposément écrits par elle, suivant la vieille technique du livre dans le livre.

Autre élément ludique, la dimension de prospective : Molia pousse son intrigue jusque dans les années 2070, en créant tout un arrière-plan d'anticipation politique et sociale. Le plus amusant, ce sont évidemment les personnalités du milieu littéraire qu'il cite, façon *Who's who* pour initiés. Cela pourrait tomber dans la private joke ou l'allusion lourdaude, mais ça reste léger, pétillant, débonnaire. On croise même d'autres écrivains de la rentrée littéraire 2024. La boucle est bouclée.

La vie ou presque, de Xabi Molia (Seuil, 230 p., 20 euros).



La double réalité de la vie au Liban : rave-parties au nord, roquettes au sud

KFARDEBIAN, LIBAN – Des feux d'artifice crépitent au-dessus de cette station de montagne située à environ 80 kilomètres au nord de la frontière avec Israël. Leurs reflets scintillent dans une piscine, tandis que des jeunes gens commandent des bouteilles en fumant des cigares. Dans une boîte de nuit voisine, située à flanc de falaise, des Libanais aisés dansent sur de la musique house en buvant des cocktails à des tables dont la seule réservation coûte 100 dollars.

Les intenses échanges de tirs entre Israël et le Hezbollah, dimanche, n'ont en rien cassé l'ambiance. Le groupe paramilitaire a tiré des centaines de roquettes sur Israël et une centaine d'avions de guerre israéliens ont frappé des dizaines de sites de lancement de roquettes présumés dans le sud du Liban. Mais la majeure partie du reste du pays n'a pas été touchée et l'escalade tant redoutée semble avoir été évitée.

Les deux parties sont maintenant revenues aux escarmouches qui prévalent depuis des mois, faites d'attaques de drones, de frappes aériennes, de tirs de roquettes et d'artillerie. Ces échanges n'en sont pas moins très violents. Ils ont rendu invivables des pans entiers de la zone frontalière du Sud-Liban, tuant aussi bien des personnes que du bétail et poussant près de 100 000 habitants à fuir pour se mettre à l'abri, tout en épargnant les habitants du nord du pays.

« Dans un pays dystopique, il faut s'accrocher au bonheur », explique Luna Karame, une jeune femme de 26 ans qui travaille dans la mode à Paris et qui passe des vacances dans son pays d'origine cet été.

Le Liban vit deux réalités. Alors que certaines régions du sud connaissent des combats les plus violents depuis près de vingt ans, avec plus de 500 tués, pour la plupart des combattants du Hezbollah, d'autres Libanais font de leur mieux pour mener une vie normale. Cela inclut d'aller faire la fête dans un monde parallèle, dans les montagnes, afin de fuir la chaleur et les tensions.

« Il en a toujours été ainsi, observe Carla Salem, 60 ans, propriétaire d'une boutique de mode à Beyrouth, venue passer l'été dans le chalet familial du village de montagne de Faraya. C'est de la résilience poussée à l'extrême. »

Ces scènes de fête vont à l'encontre de l'image d'un Moyen-Orient en crise, alors que les combats à Gaza ont généré des violences sur plusieurs fronts. Les habitants de la capitale libanaise continuent de vivre leur vie même s'ils s'inquiètent du risque d'extension de la guerre. Dans le sud du pays, en revanche, où le Hezbollah échange des tirs avec les forces israéliennes depuis le mois d'octobre, les gens affirment que la guerre est déjà là.

« C'est comme si la guerre avait divisé la population en deux et que seuls les habitants du sud en payaient le prix », constate Hafez Moustafa, un agriculteur de 47 ans qui a été contraint de fuir, le 9 octobre, le village de Beit Lif, à seulement trois kilomètres de la frontière israélienne. Avec sa famille, il vit désormais dans un centre d'hébergement de Tyr, ville du sud du pays. Il raconte que sa maison a été détruite et que ses vaches ont été tuées ou se sont enfuies.

Les combats ont commencé peu après les attaques menées par le Hamas le 7 octobre dans le sud d'Israël, qui ont fait 1 200 morts, selon les autorités de l'Etat hébreu, et ont déclenché une offensive de Tsahal sur la bande de Gaza. Le Hezbollah a commencé à tirer sur Israël le lendemain, entraînant un cycle de frappes et de ripostes qui a également vidé de sa population une partie du nord d'Israël, où plus de 60 000 habitants ont été évacués.

L'Etat hébreu a annoncé qu'il avait élaboré les plans d'une intervention au Liban et qu'il passera à l'action à moins qu'une solution diplomatique ne soit trouvée. Le Hezbollah a, pour sa part, indiqué qu'il ne s'arrêtera pas tant que les combats se poursuivront à Gaza. Les diplomates américains et moyen-orientaux se



MANU BRABO FOR THE WALL STREET JOURNAL

Des jeunes Libanais lors d'une fête dans une boîte de nuit à Kfardebian, au Liban, ce mois-ci.

démènent pour obtenir un cessez-le-feu dans l'enclave qui permettrait également d'apaiser les tensions régionales.

Le Liban est depuis longtemps une nation divisée, ses cinq millions d'habitants appartenant à une multitude de confessions et de sectes qui passent d'un conflit violent et d'une crise politique à l'autre depuis la guerre civile qui a duré quinze ans dans les années 1970 et 1980. Depuis des années, le pays est contrôlé par un gouvernement intérimaire faible qui peine à fournir des services aussi basiques que l'électricité, et qui se révèle encore moins capable d'unifier ou de défendre la population.

« Le principal problème reste l'absence d'un Etat central fort », souligne ainsi Christian Taoutel, directeur du département d'histoire de l'université Saint-Joseph de Beyrouth.

Depuis qu'il a été fondé dans les années 1980 pour résister à l'occupation israélienne du Liban, le Hezbollah est devenu la force la mieux armée du pays, surpassant l'armée nationale, et ce, en grande partie grâce au soutien de l'Iran. Parti légal, il est également une force politique majeure et assure à ses électeurs la fourniture de services sociaux, mettant par là même en évidence l'absence du gouvernement central. Il contrôle des infrastructures cruciales, à commencer, dans une large mesure, par le port de Beyrouth, qui revêt une importance économique majeure.

« Dans les régions chiites, la majorité de la population pense que le seul Etat capable de les protéger est celui du Hezbollah, explique M. Taoutel. Pour eux, l'Etat libanais est un Etat failli. »

Dans d'autres régions, ajoute-t-il, le mouvement est considéré comme une milice privée qui a décidé d'entrer dans une guerre dont le Liban ne voulait pas.

« Certains pensent que le Sud est un pays à part entière », renchérit Nadim Mantoura, un entrepreneur de 34 ans qui envisage d'ouvrir un bar à musique haute fidélité à Beyrouth, devant une pizza lors d'une fête de village à Kfardebian. Autour de lui, des familles se délectent de produits de fast-food tandis que des nourrices regardent les enfants sauter dans un château gonflable. Les adolescentes retouchent leur maquillage et les

garçons fument des cigarettes. Une femme porte un petit cockapoo dans les bras.

Faire la fête est un moyen de se ressourcer, justifie Latiza Bombé, une drag-queen de 27 ans qui a pris ce nom de scène pour organiser des Heshik Beshik, des événements à base de pop moyen-orientale et de danse du ventre.

M. Bombé, qui a demandé à n'être identifié que par son surnom après avoir été récemment agressé à Beyrouth et avoir dû temporairement le pays, est né dans une famille chiite conservatrice du sud.

« Les gens dansent comme s'il s'agissait de la dernière fête avant la fin du monde, poursuit M. Bombé. C'est peut-être leur façon de résister, de se défaire de choses traumatisantes qui se sont produites. »

Le tourisme et l'hôtellerie représentent une part importante d'une économie libanaise en pleine crise. Au cours des cinq dernières années, le pays a été successivement secoué par un soulèvement populaire, la pandémie de Covid-19, une explosion dans le port qui a dévasté une grande partie du Beyrouth concentrant l'activité économique et une crise bancaire qui a dévalué la monnaie de 98 %, anéantissant l'épargne de la population.

Aujourd'hui, par crainte de la guerre, les compagnies aériennes internationales ont suspendu leurs vols, les ambassades étrangères ont demandé à leurs ressortissants de quitter le pays et les hôtels se sont vidés. Pourtant, le monde de la nuit tient bon.

« Notre travail consiste à vous faire passer un bon moment, à vous donner de l'énergie, explique Charbel Sabbagh, propriétaire de la boîte de nuit Odin à Kfardebian. Cette zone vit à des années-lumière de ce qui se passe autour de nous, mais cela ne veut pas dire que nous nous en moquons. »

M. Moustafa, l'agriculteur qui a fui Beit Lif, n'a pas eu besoin de se rendre à Beyrouth pour découvrir une réalité différente. A Tyr, à 25 kilomètres de son village, il a été surpris de voir la vie se poursuivre comme si rien ne se passait à la frontière. Ses cousins Youssef et Hassan ont également déménagé à Tyr au début de la guerre où ils ont trouvé un appartement bon marché

pour 300 dollars par mois. Quelques mois plus tard, lorsqu'il est devenu évident que le conflit allait s'éterniser, le propriétaire a triplé le loyer.

Incapables de payer et peu enclins à habiter dans un centre d'hébergement, les deux hommes sont retournés à Beit Lif. Mais au début du mois d'août, raconte M. Moustafa, un drone les a frappés près de la maison de Hassan, qui travaillait comme mécanicien pour les ambulances. Ils ont été tués tous les deux.

Dans un autre centre pour personnes déplacées à Tyr, Moustafa Ibrahim Saeed, un solide fermier de 54 ans, fait sauter sur ses genoux l'un de ses onze enfants, issus de deux épouses. Il a fui Beit Lif dix jours après le début des bombardements transfrontaliers. Sa maison a été gravement endommagée et les terres où il récoltait des légumes de saison tels que des olives, des tomates et des concombres sont en ruine, faute d'avoir été cultivées.

M. Saeed avoue craindre une répétition de la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah, au cours de laquelle son frère a été tué et sa propre maison détruite.

« Personne ne veut la guerre, observe-t-il. Mais Israël ne permettra jamais la paix. »

La violence gagne peu à peu du terrain en direction de Beyrouth. A deux reprises, des frappes aériennes israéliennes présumées ont touché la banlieue sud de la capitale libanaise, tuant un haut responsable du Hamas, un haut commandant du Hezbollah, ainsi que des civils. Des avions de chasse israéliens volant à basse altitude franchissent régulièrement le mur du son au-dessus de la ville, faisant trembler les habitants avec leurs bangs supersoniques.

« Il y a beaucoup de déni, constate Patricia Ferzly, 29 ans, qui a quitté Beyrouth pour passer quelques jours aux fêtes organisées à Kfardebian. Chaque jour est stressant. Nous gérons la situation jour après jour. »

Sune Engel Rasmussen

Adam Chamseddine

a participé à cet article

(Traduit à partir de la version originale

en anglais par Yves Adaken)

Edited from the original

l'Opinion

BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

**7H-9H
EUROPE 1 MATIN**
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdie*

Europe 1